



Assemblée générale

Distr. générale
13 janvier 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-neuvième session

28 février-1^{er} avril 2022

Point 4 de l'ordre du jour

**Situations relatives aux droits de l'homme
qui requièrent l'attention du Conseil**

Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Javaid Rehman

Résumé

Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran rend compte en détail des tendances observées, des préoccupations actuelles et des progrès accomplis en matière de protection des droits de l'homme, en mettant en particulier l'accent sur l'établissement des responsabilités pour les violations commises. Le rapport traite également de l'application de la peine de mort, de la privation arbitraire de la vie, de la détention arbitraire, des restrictions apportées à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, du droit à un niveau de vie suffisant, des mesures que le Gouvernement a prises pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de la situation des femmes et des minorités.



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis au Conseil des droits de l'homme en application de sa résolution 46/18. Dans ce rapport, qui contient des informations recueillies jusqu'au 1^{er} décembre 2021, le Rapporteur spécial donne une vision d'ensemble de quelques-unes des préoccupations les plus pressantes en matière de droits de l'homme en République islamique d'Iran et examine les principaux obstacles à l'établissement des responsabilités pour les violations flagrantes des droits de l'homme qui ont été commises. Il formule ensuite des recommandations à l'intention du Gouvernement et de la communauté internationale.

2. Le Rapporteur spécial tient à souligner de nouveau qu'en dépit de ses demandes répétées, il n'a pas encore été autorisé à se rendre en République islamique d'Iran. Il prie encore une fois les autorités de l'autoriser à effectuer des visites dans le pays conformément à son mandat.

3. Le Rapporteur spécial a pu s'entretenir avec des victimes, leurs familles et des membres de la société civile et recueillir des informations provenant principalement de communications et d'entretiens¹. Il souligne qu'il appuie l'action essentielle que mènent les acteurs et les organisations de la société civile malgré le harcèlement et l'intimidation dont ils font l'objet. Leur action est indispensable au Rapporteur spécial dans l'exécution de son mandat.

4. Non seulement le risque élevé de représailles auquel s'exposent les individus et les organisations qui collaborent avec les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme constitue en soi une grave préoccupation en matière de droits de l'homme, mais il témoigne aussi de façon affligeante de la manière dont les autorités considèrent les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme et les individus avec lesquels ils travaillent. Le Rapporteur spécial prie le Gouvernement de s'ouvrir au dialogue, en particulier avec les acteurs nationaux et la société civile.

II. Vue d'ensemble de la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

A. Privation arbitraire de la vie

5. Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre 2021, au moins 275 personnes, dont au moins 2 enfants délinquants et 10 femmes, ont été exécutées pour meurtre, infraction liée aux stupéfiants, *moharebeh* (fait de prendre les armes pour tuer ou voler ou semer la peur dans la population), *efsad-e fel-arz* (corruption sur Terre), *baghy* (rébellion armée) et viol². Plus de 80 d'entre elles, dont une femme et au moins quatre ressortissants afghans, l'ont été pour infraction à la législation sur les stupéfiants, contre 25 en 2020, ce qui représente une augmentation des exécutions pour ce type d'infractions. On a en outre observé une augmentation des exécutions de personnes issues de communautés minoritaires, plus de 40 Baloutches et plus de 50 Kurdes ayant été exécutés entre le 1^{er} janvier et le 17 novembre 2021. Le nombre de femmes exécutées est également en hausse. Les femmes et les hommes vivant dans la pauvreté restent surreprésentés dans les affaires susceptibles d'aboutir à une condamnation à mort. Le Gouvernement a réaffirmé que la peine de mort n'avait été prononcée que pour les crimes les plus graves.

6. Le Rapporteur spécial a continué de recevoir des informations concordantes sur l'utilisation d'aveux obtenus par la torture en tant qu'éléments de preuve dans des affaires concernant des infractions emportant la peine capitale et sur le fait que les allégations de torture ne faisaient toujours pas l'objet d'enquêtes. Comme l'explique le Rapporteur spécial dans son rapport à l'Assemblée générale³, les graves lacunes observées dans le cadre

¹ Sauf indication contraire, les renseignements de fond contenus dans le présent rapport sont tirés de ces communications et entretiens.

² Contribution d'Iran Human Rights.

³ [A/76/160](#).

juridique et le système de justice, ainsi que les violations systématiques du droit à une procédure régulière et à un procès équitable, font qu'en République islamique d'Iran, la plupart des exécutions, sinon toutes, constituent une privation arbitraire de la vie. L'affaire concernant Khezr Ghavidel, arrêté en 2013 et condamné à mort pour avoir transporté de la drogue, est tout à fait représentative de cet état de fait. Elle était toujours pendante devant la Cour suprême lorsque l'intéressé a été exécuté, le 10 septembre 2020. Près d'un an après l'exécution, en juillet 2021, la Cour suprême a annulé la condamnation à mort⁴. Dans sa réponse, le Gouvernement a rejeté la notion de privation arbitraire de la vie et toutes les allégations de violations des garanties d'une procédure régulière contenues dans le rapport. Il a insisté sur le fait que la régularité des procédures et l'équité des procès étaient garanties en droit et dans la pratique.

Exécutions d'enfants délinquants

7. Au moins deux enfants délinquants ont été exécutés depuis le 1^{er} janvier 2021. Sajad Sanjari, accusé d'avoir tué un homme alors qu'il avait 15 ans, a été exécuté secrètement le 2 août 2021⁵. Il avait été condamné à mort une première fois en janvier 2012. Il avait déclaré avoir agi en état de légitime défense après que l'homme avait tenté de le violer, mais le tribunal avait rejeté cette thèse. Il avait obtenu d'être rejugé sur la base de l'article 91 du Code pénal, qui dispose que les enfants de moins de 18 ans peuvent être exemptés de la peine de mort s'il y a une incertitude quant à leur plein développement mental. En novembre 2015, le tribunal l'avait de nouveau condamné à mort, concluant qu'il était « mûr » au moment des faits, et ce, sans le faire évaluer par l'Organisation iranienne de médecine légale ni prendre en compte l'avis d'un conseiller officiel du tribunal, qui avait estimé que M. Sanjari n'était pas suffisamment mûr⁶. Le Gouvernement a nié l'allégation d'exécution secrète, affirmant que l'avocat de l'intéressé avait été présent à l'audience, une semaine avant celle-ci et au moment de l'application du *qisas* et que l'évaluation du développement mental de M. Sanjari faite par le tribunal de première instance avait été plus précise que celle réalisée dans le cadre du nouveau procès⁷.

8. Arman Abdolali a été exécuté le 24 novembre 2021. Reconnu coupable d'un crime qu'il aurait commis alors qu'il était âgé de moins de 18 ans, il avait été condamné à mort à l'issue d'une procédure marquée par de multiples violations des droits fondamentaux, notamment l'utilisation d'aveux obtenus par la torture, sur lesquels l'intéressé était ensuite revenu à l'audience. Ses allégations de torture n'ont pas fait l'objet d'une enquête. Au cours des trois semaines qui ont suivi le 13 octobre 2021, son exécution a été programmée et reportée à six reprises, en dépit des demandes de sursis à exécution adressées par des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et d'autres mécanismes de défense des droits de l'homme⁸. Le Rapporteur spécial est vivement préoccupé par la souffrance psychologique, constitutive de torture, causée par la pratique consistant à placer, à plusieurs reprises, les enfants délinquants à l'isolement en vue de leur exécution, avant de reporter celle-ci à la dernière minute.

Usage excessif de la force

9. Des membres des forces de sécurité, des agents chargés de l'application de la loi et d'autres agents de l'État ont continué de recourir illégalement à la force dans des proportions alarmantes dans le cadre de réunions pacifiques, à l'égard de marchands transfrontaliers et dans des lieux de détention, sans que les autorités enquêtent sur ces faits ni n'interviennent pour traduire en justice les responsables. Le climat d'impunité qui entoure les faits de privation arbitraire de la vie imputables aux agents de l'État fait comprendre à ceux d'entre eux qui commettent de tels actes qu'ils ne seront pas inquiétés.

⁴ Voir <https://iranhr.net/en/articles/4793/>.

⁵ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26601>.

⁶ Voir <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/08/iran-secret-execution-of-young-man-arrested-at-15-a-cruel-assault-on-child-rights/>.

⁷ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=36583>.

⁸ Voir <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=27647>.

10. L'un des exemples les plus flagrants observés au cours de l'année 2021 en a été le recours à la force meurtrière contre les participants à une série de manifestations pacifiques qui ont éclaté à la mi-juillet 2021 dans plus de 20 villes de la province du Khouzestan et qui se sont ensuite étendues à d'autres régions, notamment l'Ispahan, le Lorestan, l'Azerbaïdjan-Oriental, Téhéran et le Karaj ; ces manifestations ont été baptisées le « Soulèvement des assoiffés »⁹. Des témoignages, des photographies et des vidéos montrent un recours généralisé à la force illégale contre les manifestants, dont beaucoup appartiennent à la minorité arabe. Les membres des forces de sécurité et de la police antiémeute ainsi que des agents armés en civil ont tiré à balles réelles, entraînant la mort d'au moins huit personnes, dont deux enfants, et blessant un grand nombre d'autres personnes¹⁰. Des coupures de l'accès à Internet, qui auraient eu pour objectif d'empêcher la diffusion d'informations, ont été signalées à plusieurs endroits¹¹. Selon un média d'État, plus de 300 personnes ont été arrêtées dans la seule ville de Susangerd¹². De nombreux blessés se sont cachés et ne se sont pas rendus dans les hôpitaux par crainte d'être arrêtés. Des rapports confirment que plus de 360 personnes ont été arrêtées¹³. Au moins neuf enfants âgés de 12 à 18 ans auraient également été arrêtés. Certains ont bénéficié d'une mise en liberté sous caution assortie de conditions restrictives, mais la situation des autres reste inconnue. Le Rapporteur spécial s'inquiète de ce que l'usage de la force lors des événements de Susangerd n'a pas fait l'objet d'une enquête.

11. En novembre 2021, plusieurs manifestations pacifiques ont eu lieu à Ispahan. Elles ont atteint leur paroxysme le 19 novembre, lorsque des milliers d'agriculteurs et d'autres personnes se sont rassemblés pour protester contre l'assèchement de la rivière Zayandeh Roud et son détournement vers les provinces voisines et pour dénoncer les effets de la sécheresse¹⁴. Le 26 novembre, de nombreux membres des forces de sécurité s'en sont violemment pris aux manifestants et ont mis le feu aux tentes des agriculteurs afin d'empêcher toute nouvelle manifestation¹⁵. Ils ont utilisé des matraques, des gaz lacrymogènes et des armes à plomb pour disperser brutalement les manifestants, dont certains ont été blessés à la tête et aux yeux : au moins 200 personnes ont été arrêtées¹⁶. La police a confirmé l'arrestation d'au moins 67 personnes¹⁷. Le 29 novembre, des responsables de la santé avaient confirmé que deux manifestants blessés étaient dans un état grave¹⁸. Des coupures de l'accès à Internet ont été signalées au moment de l'affrontement¹⁹.

12. Les forces publiques ont continué de tirer à balles réelles sur les marchands transfrontaliers, faisant plus de 200 morts et blessés entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre 2021²⁰. Ainsi, un marchand baloutche vendant du pain à la frontière a été tué en juillet 2021 par des membres des forces de sécurité et un marchand kurde a été abattu en octobre 2021 dans la zone frontalière de Sardacht par des gardes frontière. En novembre 2021, des agents

⁹ Voir <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27335> et <https://www.en-hrana.org/wp-content/uploads/2021/11/Uprising-of-the-Thirsty-FINAL-for-upload.pdf>.

¹⁰ Voir <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/07/iran-security-forces-use-live-ammunition-and-birdshot-to-crush-khuzestan-protests/>.

¹¹ Voir <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27335> et <https://www.article19.org/resources/iran-bullets-detention-and-shutdowns-the-authorities-response-to-protests-in-khuzestan/>.

¹² Voir <https://hamshahrionline.ir/x7gNQ> (en persan).

¹³ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31225/> (en persan).

¹⁴ Voir <https://www.reuters.com/markets/commodities/thousands-rally-central-iran-protest-water-shortages-2021-11-19>.

¹⁵ Voir <https://www.rferl.org/a/iran-water-protests-isfahan/31580547.html> et <https://www.rferl.org/a/isfahan-protest-tents-burned/31578707.html>.

¹⁶ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-32638/>.

¹⁷ Voir <https://www.france24.com/en/live-news/20211127-iran-riot-police-deployed-after-67-arrested-in-isfahan>.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Voir <https://netblocks.org/reports/internet-disruption-registered-in-iran-amid-water-protests-RyjnQRyg>.

²⁰ Voir <https://kurdistanhumanrights.org/en/july-monthly-report-human-rights-violations-in-iranian-kurdistan/> et <https://kmmk-ge.org/wp-content/uploads/2021/10/2021-Interim-Annual-Report-KMMK-G-.pdf>.

chargés de la lutte contre la contrebande ont ouvert le feu sur un véhicule civil à Sanandaj, tuant un individu qui n'était pas armé. Aucune enquête n'a été menée sur ces meurtres ni sur ceux d'autres marchands transfrontaliers. À cet égard, le Gouvernement a affirmé que les gardes frontière ne ciblaient que les groupes terroristes et les contrebandiers armés dans le cadre du contrôle des frontières.

Privation arbitraire de la vie en détention

13. Le Rapporteur spécial est préoccupé par le nombre de décès qui ont lieu en détention dans des circonstances obscures et qui ne font l'objet d'aucune enquête. Les décès survenus dans la prison du Grand Téhéran en l'espace d'une semaine en sont des exemples symptomatiques : Shahin Naseri a été retrouvé mort en prison en septembre 2021. M. Naseri avait délivré de nombreuses attestations écrites dans lesquelles il déclarait avoir vu, en octobre 2018, des agents en civil torturer son codétenu, Navid Afkari. Les autorités judiciaires l'avaient auparavant menacé de poursuites pénales s'il témoignait²¹. Aux alentours du 12 septembre 2021, date anniversaire de l'exécution de M. Afkari, M. Naseri avait été placé à l'isolement²². En octobre, le pouvoir judiciaire a déclaré que la cause de sa mort était un empoisonnement médicamenteux, sans donner plus de détails²³. Le 22 septembre 2021, un autre détenu, Amirhossein Hatami, est mort, apparemment sous la torture, dans la prison du Grand Téhéran, quelques jours après son arrestation. Avant sa mort, M. Hatami avait passé un bref appel téléphonique depuis la prison, au cours duquel il avait dit avoir été roué de coups par des gardiens de prison²⁴.

14. Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre 2021, au moins 11 prisonniers kurdes seraient morts en prison dans des circonstances obscures. Parmi eux figure Rahman Ahmadian, dont la mort survenue dans le centre de détention relevant du Ministère du renseignement à Oroumiyé a été annoncée à la mi-juillet. Les autorités ont déclaré que M. Ahmadian s'était suicidé, malgré les traces d'ecchymoses et de coups trouvées sur son corps²⁵. Yasser Mangouri, arrêté par des agents du Ministère du renseignement en juillet 2021 dans la province de l'Azerbaïdjan-Occidental, a été victime de disparition forcée, et les institutions de sécurité ont nié avoir connaissance de l'endroit où il se trouvait pendant deux mois. En septembre 2021, on a appris qu'un certificat de décès avait été délivré, attestant officiellement qu'il était mort dans un échange de tirs lors de son arrestation. Il n'était apparemment pas armé à ce moment-là. Son corps n'a pas été rendu à sa famille avant son enterrement²⁶. Dans la prison centrale de Sanandaj, dans la province du Kurdistan, Khosrow Jamalifar est mort le 2 novembre 2021, après avoir été vraisemblablement roué de coups par des gardiens de prison. Son corps a été enterré secrètement sans être rendu à sa famille²⁷. Dans un reportage, le procureur de la province du Kurdistan a démenti l'allégation selon laquelle M. Jamalifar avait été battu par des gardiens de prison.

15. Le Rapporteur spécial rappelle au Gouvernement que lorsqu'une personne meurt dans des circonstances non naturelles alors qu'elle était détenue par les services de l'État, il existe une présomption de privation arbitraire de la vie par les autorités²⁸. Pour réfuter cette présomption, l'État doit enquêter efficacement, dans les meilleurs délais et en toute impartialité par l'intermédiaire d'autorités compétentes, indépendantes de l'autorité responsable de la détention²⁹. Les autorités refusent systématiquement d'enquêter sur les décès suspects survenus en détention et ne communiquent que le résultat des autopsies

²¹ Voir <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/10/MDE1348682021ENGLISH.pdf>.

²² Voir <https://www.iranhr.net/en/articles/4928/>.

²³ Voir <https://www.isna.ir/news/1400072114658/> (en persan).

²⁴ Voir <https://kurdistanhumanrights.org/en/iran-prison-officers-beat-young-man-to-death/>.

²⁵ Voir <https://hengaw.net/en/news/murder-of-a-kurdish-youth-under-torture-by-urmia-intelligence-agents>.

²⁶ Voir <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/09/iran-a-decade-of-deaths-in-custody-unpunished-amid-systemic-impunity-for-torture/>.

²⁷ Voir <https://kurdistanhumanrights.org/en/iran-family-of-dead-prisoner-cites-torture-in-prison-as-cause-of-death/>.

²⁸ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2019), par. 29.

²⁹ Protocole du Minnesota relatif aux enquêtes sur les décès résultant potentiellement d'actes illégaux, par. 17

pratiquées par l'Organisation de médecine légale, qui ne jouit pas d'une indépendance suffisante puisqu'elle relève du pouvoir judiciaire, qui chapeaute également l'Organisme chargé d'administrer les prisons.

Conditions carcérales

16. Le Rapporteur spécial déplore les mauvais traitements que les gardiens de prison continuent d'infliger aux détenus, la surpopulation et les mauvaises conditions d'hygiène dans les prisons, décrits en détail dans les rapports précédents³⁰. Des vidéos provenant de caméras de télévision en circuit fermé installées dans les cellules collectives de la prison d'Evin et piratées par le groupe Edalat-e Ali montrent des gardiens rouant de coups des prisonniers ou leur infligeant d'autres mauvais traitements, des cellules surpeuplées et une cellule d'isolement dans laquelle les conditions de détention sont inhumaines³¹. Le 24 août 2021, le directeur de l'Organisme chargé d'administrer les prisons a présenté ses excuses et promis d'enquêter sur les violations commises et d'empêcher qu'elles ne se reproduisent³². Le Gouvernement a fait savoir que les violations en question avaient fait l'objet d'une enquête plusieurs mois avant la publication des vidéos. Selon les témoignages d'anciens prisonniers, compte tenu de la réalité des conditions de détention dans le pays, ces révélations ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations concernant les conditions de détention déplorables observées dans les centres de détention secrets gérés par le Ministère du renseignement et l'Organisation du renseignement du Corps des gardiens de la révolution islamique. Les personnes arrêtées arbitrairement pour atteinte à la sécurité nationale sont détenues dans ces établissements pendant de longues périodes avant d'être jugées. Depuis leur arrestation en avril 2020, les étudiants Ali Younesi et Amirhossein Moradi sont détenus arbitrairement dans la section 209 de la prison d'Evin, gérée par le Ministère du renseignement³³. Le caractère secret de ces centres de détention, qui ne sont pas soumis au contrôle d'organismes indépendants, augmente le risque de violations graves. Les informations concernant le recours généralisé à différentes méthodes de torture et de mauvais traitements contre les militants politiques kurdes détenus dans les centres de détention secrets du Ministère du renseignement et du Corps des gardiens de la révolution islamique à Orumiyeh, Sanandaj et Kermanshah sont très préoccupantes³⁴.

17. Outre les vidéos qui ont fuité, des documents publiés par les autorités pénitentiaires suscitent de vives inquiétudes quant aux politiques carcérales. Dans l'une de ces lettres, un ancien fonctionnaire de la prison d'Evin dit que les grèves de la faim menées par des prisonniers ou la publication de déclarations et de lettres ouvertes sont considérées comme un comportement délictueux, et qu'en pareil cas, les prisonniers accusés de violations sont placés à l'isolement, leur qualité de vie, notamment la possibilité qu'ils ont, en temps normal, de s'entretenir en privé avec leur avocat ou de voir leurs proches, est soumise à des restrictions, et leurs revendications sont examinées³⁵. Privés des droits fondamentaux qui leur sont reconnus, de nombreux détenus sont contraints d'entamer des grèves de la faim. Khaled Pirzadeh fait une grève de la faim depuis le 23 août 2021 pour protester contre le refus des autorités de lui accorder une libération conditionnelle et contre le fait que les détenus ne sont pas séparés selon le type d'infraction commise³⁶. Il purge une peine de cinq ans d'emprisonnement pour atteinte à la sécurité nationale. En juillet, le prisonnier politique kurde Ghader Mohammadzadeh a fait une grève de la faim pendant trente-neuf jours pour protester contre le fait que sa demande de permission de sortir avait été rejetée alors qu'il avait payé le montant de la caution aux autorités. Incarcéré depuis dix-sept ans, il n'a jamais obtenu de permission de sortir³⁷. Les prisonniers politiques Narollah Lashani et Soheila Hejab

³⁰ A/HRC/43/61, par. 60 à 67, et A/76/160, par. 19 à 22.

³¹ Voir <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/08/iran-leaked-video-footage-from-evin-prison-offers-rare-glimpse-of-cruelty-against-prisoners-2/>.

³² Voir <https://twitter.com/Mmhajmohammadi/status/1430026191042490372> (en persan).

³³ Voir <https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/5024/2021/fr/>.

³⁴ Voir <https://kurdistanhumanrights.org/en/a-report-by-kurdistan-human-rights-network-on-secret-detention-centres-of-iranian-security-institutions-in-kermanshah-sanandaj-orumiyeh/>.

³⁵ Voir <https://www.rferl.org/a/iran-evin-prison-leaked-documents/31544336.html>.

³⁶ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-32233/> (en persan).

³⁷ Voir <https://www.iranhr.net/en/articles/4861/>.

ont fait une grève de la faim du 19 septembre au 3 octobre 2021 pour protester contre les pressions croissantes exercées sur les prisonniers politiques et l'ingérence des organes chargés de la sécurité dans les décisions des tribunaux³⁸. Le 16 novembre, M^{me} Hejab a été envoyée à la prison de Sanandaj³⁹. Dans la prison d'Oroumiyé, 43 détenus du quartier réservé aux prisonniers politiques ont refusé de manger le 22 septembre pour protester contre le fait que 12 prisonniers gravement malades étaient privés de soins médicaux⁴⁰. Le 12 août 2021, la défenseuse des droits de l'homme Atena Daemi, envoyée en exil dans la prison de Lakan, a entamé une grève de la faim pour protester contre les fréquentes restrictions du droit des prisonniers d'utiliser un téléphone⁴¹. Elle a mis fin à sa grève le 17 août 2021 lorsque les appels téléphoniques ont de nouveau été autorisés. Cependant, sa carte téléphonique a été confisquée et elle s'est vu refuser le droit de passer des appels à sa famille jusqu'au 24 novembre 2021⁴². Le Rapporteur spécial est préoccupé de constater que rien n'a été fait pour assurer la sécurité des détenus, notamment pour les protéger contre les agressions d'autres prisonniers. En octobre 2021, les prisonniers politiques Shapour Ehsanirad, Pouya Ghobadi, Esmail Gerami, Akbar Bagheri et Akbar Shirazi ont été agressés et grièvement blessés par des prisonniers condamnés pour des crimes violents⁴³.

18. Les autorités continuent d'avoir recours à la mise à l'isolement pour des périodes prolongées⁴⁴. Le Rapporteur spécial demeure vivement préoccupé par la situation de Vahid et Habib Afkari, que les autorités pénitentiaires maintiennent à l'isolement depuis septembre 2020 vraisemblablement pour les empêcher de communiquer des informations sur leur situation et celle de leur frère Navid Afkari, exécuté en septembre 2020⁴⁵. Les frères se voient refuser tout contact téléphonique avec leur famille ainsi que l'accès à des soins médicaux, et ne sont pas autorisés à communiquer avec un avocat. Le Rapporteur spécial souligne que cette forme de traitement est constitutive de torture au regard des normes internationales relatives aux droits de l'homme et regrette que les autorités, dans leur réponse à une communication sur la situation des deux frères, n'aient pas abordé cette question. Il reste préoccupé par le harcèlement dont sont victimes les membres de la famille des intéressés, en particulier dans le contexte des démarches qu'ils ont entreprises pour organiser un service commémoratif. Entre autres exemples de maintien à l'isolement, on peut également citer le cas d'Ali Chebishat, issu de la minorité arabe, qui est détenu par les services de renseignement dans la prison centrale d'Ahvaz depuis son arrestation, en juillet 2020, pour atteinte à la sécurité nationale⁴⁶.

19. Le Rapporteur spécial est préoccupé d'apprendre que, depuis septembre 2021, plusieurs prisonniers d'opinion auraient été transférés de la prison centrale d'Oroumiyé vers le centre de détention du Corps des gardiens de la révolution islamique à Oroumiyé. Le prisonnier politique kurde Nayeab Askari, qui avait été transféré au centre de détention géré par l'Organisation du renseignement du Corps des gardiens de la révolution islamique, a été renvoyé à la prison centrale d'Oroumiyé. Cinq autres prisonniers d'opinion – Mohyeddin Ebrahimi, Mohyeddin Tazehvared, Davoud Jabbari, Ebrahim Khalil Sedigh Hamedani et Salar Khalil Sedigh Hamedani – et trois prisonniers de droit commun – Farzin Ghaderi, Amir Mohammadi et Kamal Khakzad – sont toujours détenus dans ce centre. Selon certaines informations, le bureau spécial qui relevait auparavant du Ministère du renseignement est désormais placé sous la tutelle de l'Organisation du renseignement⁴⁷.

³⁸ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31967/> et <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31974/> (en persan).

³⁹ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-32498/> (en persan).

⁴⁰ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31826/>.

⁴¹ Voir <https://iranhr.net/en/articles/4856/>.

⁴² Voir <https://www.frontlinedefenders.org/fa/case/woman-human-rights-defender-aten-daemi-denied-access-phone-calls>.

⁴³ Voir <https://www.iranhr.net/en/articles/4912/>.

⁴⁴ A/76/160, par. 65 et 66.

⁴⁵ Ibid., par. 66 ; voir IRN 18/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26499>.

⁴⁶ Voir <https://www.iranhr.net/en/articles/4859/>.

⁴⁷ Voir <https://kurdistanhumanrights.org/en/iran-interrogation-of-prisoners-taken-to-irgc-detention-centre-continues/>.

20. À la suite de la cinquième vague de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) dans le pays, des inquiétudes ont été soulevées au sujet des prisonniers condamnés pour atteinte à la sécurité nationale qui ne pouvaient toujours pas prétendre à obtenir une permission de sortir au regard des critères annoncés par le pouvoir judiciaire. De nombreuses personnes testées positives à la COVID-19 en prison n'ont pas bénéficié d'une remise en liberté provisoire et n'ont pas été correctement soignées⁴⁸. Après que des sources eurent fait savoir que l'on avait constaté un nombre élevé de contaminations dans les quartiers réservés aux femmes de la prison d'Evin et que les autorités pénitentiaires rejetaient les demandes de remise en liberté provisoire pour raisons de santé, plusieurs prisonnières politiques se sont vu accorder une permission de sortir⁴⁹, ce dont le Rapporteur spécial se félicite. Il est toutefois regrettable que la demande de libération conditionnelle présentée par la défenseuse des droits de l'homme Aliyeh Motallebzadeh ait été refusée. En juillet 2021, celle-ci avait dénoncé les conditions de détention et la propagation de la COVID-19 dans le quartier réservé aux femmes de la prison d'Evin⁵⁰. Le Gouvernement a mis l'accent sur le protocole sanitaire applicable aux prisons, qui avait été élaboré en collaboration avec le Ministère de la santé et qui prévoyait la conduite de plus de 6 millions de visites dans les prisons et l'utilisation de tests antigéniques, l'hospitalisation de 2 000 prisonniers dans des hôpitaux spécialisés, des mesures de quarantaine et la désinfection des prisons deux fois par jour.

21. Le Rapporteur spécial a continué de recevoir des informations selon lesquelles les détenus étaient privés de soins médicaux. Selon certains renseignements, un nombre alarmant de détenus qui sont tombés très malades ou qui souffrent depuis longtemps de graves problèmes de santé ne sont pas soignés. Dans les cas où une mise en liberté provisoire pour raisons médicales est accordée, elle intervient très tardivement ou à un stade critique. Plusieurs personnes, dont Nasser Karimi, Hossein Pahendipour⁵¹ et Shamseddin Tatari⁵², sont décédées en détention, faute d'avoir reçu des soins médicaux en temps voulu. Le journaliste spécialiste du travail et de la protection sociale Khosrow Sadeghi-Boroujeni, qui a été arrêté en 2019 et qui purge une peine de cinq années d'emprisonnement pour atteinte à la sécurité nationale en raison de ses reportages sur la pauvreté et les inégalités sociales, continue de se voir refuser l'accès à un traitement médical spécialisé, et ce, malgré ses antécédents médicaux⁵³. Le Rapporteur spécial constate avec satisfaction qu'en novembre 2021, Reza Taleshian Jolodarzadeh a bénéficié d'une mise en liberté provisoire pour raisons médicales, conformément à la décision du médecin légiste, qui considérait que son état de santé ne lui permettait pas d'être incarcéré. Depuis janvier 2021, l'intéressé n'avait reçu aucun traitement pour soigner ses crises, qui avaient entraîné de graves complications oculaires⁵⁴. Le Rapporteur spécial se félicite en outre de la libération, le 17 novembre 2021, du militant des droits civils Mohammad Nourizad, en application d'une ordonnance de libération anticipée⁵⁵.

⁴⁸ Voir <https://iranhumanrights.org/2021/07/rising-covid-infections-unhygienic-conditions-raise-fears-of-more-deaths-in-iranian-prisons/>.

⁴⁹ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31013/> (en persan).

⁵⁰ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-32434/> (en persan).

⁵¹ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-30652/> (en persan).

⁵² Voir <https://hengaw.net/fa/news/%D8%AA%D8%A7%D8%AE%DB%8C%D8%B1-%D8%AF%D8%B1-%D8%A7%D8%B9%D8%B2%D8%A7%D9%85-%D8%A8%D9%87-%D9%85%D8%B1%D8%A7%DA%A9%D8%B2-%D8%AF%D8%B1%D9%85%D8%A7%D9%86%DB%8C-%D9%85%D9%86%D8%AC%D8%B1-%D8%A8%D9%87-%D9%85%D8%B1%DA%AF-%DB%8C%DA%A9-%D8%B2%D9%86%D8%AF%D8%A7%D9%86%DB%8C-%D8%AF%D8%B1-%D8%B2%D9%86%D8%AF%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D8%B1%D9%88%D9%85%DB%8C%D9%87-%D8%B4%D8%AF> (en persan).

⁵³ Voir <https://iranhr.net/en/articles/4909/>.

⁵⁴ Voir <https://www.en-hrana.org/journalist-reza-jolodarzadeh-released-from-greater-tehran-prison/>.

⁵⁵ Voir https://www.en-hrana.org/mohammad-nourizad-released-from-evin-prison-ali-nourizad-returned-to-the-greater-tehran-prison-at-end-of-leave/?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter.

B. Détention arbitraire

Situation des avocats et des défenseurs des droits de l'homme

22. Le Rapporteur spécial reste consterné par le maintien en détention arbitraire de défenseurs des droits de l'homme et d'avocats à l'issue de procès inéquitables, ainsi que par les longues peines d'emprisonnement et les conditions de libération sous caution excessivement lourdes auxquelles ils sont soumis alors qu'ils sont poursuivis sur la base des chefs vagues d'« atteinte à la sécurité nationale » et de « propagande contre le régime ». Ces personnes travaillent dans des conditions de plus en plus imprévisibles et le simple fait d'exercer leur droit à la liberté d'expression, d'association ou de réunion les expose à des mesures de répression. De nombreux défenseurs ont été transférés dans des prisons éloignées de leur domicile en guise de sanction, et ce, même au plus fort de la pandémie de COVID-19. Les défenseuses des droits de l'homme, les défenseurs des droits des minorités et les avocats défendant les familles des défenseurs des droits de l'homme risquent tout particulièrement d'être harcelés, arrêtés et placés en détention.

23. En novembre 2021, la défenseuse des droits de l'homme Narges Mohammadi⁵⁶ a de nouveau fait l'objet d'une arrestation violente, sans mandat, alors qu'elle assistait à une commémoration en l'honneur des victimes des manifestations de novembre 2019. Elle a été informée que la peine prononcée contre elle en mai 2021, à savoir trente mois d'emprisonnement et 80 coups de fouet, était devenue exécutoire⁵⁷. M^{me} Mohammadi est actuellement maintenue à l'isolement dans la prison d'Evin. Avant sa nouvelle arrestation, elle avait été placée en détention provisoire pour avoir participé à d'autres rassemblements, notamment en soutien aux manifestations du Khuzestan⁵⁸.

24. Parmi les avocats victimes de harcèlement judiciaire figure Javad Alikordi, qui a commencé de purger sa peine de quatre années d'emprisonnement en juillet 2021 après avoir été condamné notamment pour propagande contre l'État et outrage au Guide suprême parce qu'il avait dirigé un groupe d'information sur une application de messagerie⁵⁹. Farhad Mohammadi a commencé à purger sa peine de dix mois d'emprisonnement en juillet 2021⁶⁰. En octobre, Nemat Ahmadi a été condamné à payer une amende de 5 millions de tomans dans un délai de dix jours ou à purger une peine de six mois d'emprisonnement pour avoir « propagé des mensonges dans l'intention de susciter l'inquiétude publique »⁶¹. Amirsalar Davoudi, précédemment condamné à quinze ans d'emprisonnement⁶², a bénéficié d'une permission de sortir en juin 2021. En septembre 2021, Farzaneh Zilabi, avocate représentant le syndicat des travailleurs de la société Haft Tappeh, a été condamnée à un an d'emprisonnement et à une interdiction de voyager pendant deux ans pour avoir « mené des activités de propagande contre l'État »⁶³. Mohammad Najafi, condamné à treize ans d'emprisonnement en 2018 pour avoir demandé des comptes sur des décès survenus en détention, a été assigné à comparaître devant un tribunal révolutionnaire en juillet 2021 pour répondre d'un nouveau chef d'accusation, celui de « propagande contre l'État », parce qu'il

⁵⁶ A/76/160, par. 15.

⁵⁷ Voir <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/narges-mohammadi-facing-new-charges-while-detained-solitary-confinement>.

⁵⁸ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31199/> et <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31653/> (en persan).

⁵⁹ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31182/> (en persan).

⁶⁰ Voir <https://kurdistanhumanrights.org/fa/?p=16340> (en persan).

⁶¹ Voir <https://www.isna.ir/news/140072114919/%D9%87%D8%B4%D8%AF%D8%A7%D8%B1-%D8%AC%D9%84%D8%A8-%D9%86%D8%B9%D9%85%D8%AA-%D8%A7%D8%AD%D9%85%D8%AF%DB%8C-%D8%AF%D8%B1-%D9%BE%D8%B1%D9%88%D9%86%D8%AF%D9%87-%D8%AC%D8%B1%D9%85-%D8%B3%DB%8C%D8%A7%D8%B3%DB%8C-%D9%85%D8%AD%DA%A9%D9%88%D9%85%DB%8C%D8%AA-%D9%BE%D9%86%D8%AC-%D9%85%DB%8C%D9%84%DB%8C%D9%88%D9%86> (en persan).

⁶² Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-29646/>.

⁶³ Voir <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/whrd-farzaneh-zilabi-sentenced-one-year-prison-and-two-year-travel-ban>.

avait appelé au boycott des élections⁶⁴. Malgré une crise cardiaque en août, il s'est vu refuser tout traitement médical⁶⁵.

25. Le Rapporteur spécial a fait part au Gouvernement de sa vive préoccupation concernant l'arrestation et le placement en détention de Payam Derafshan, avocat spécialisé dans les droits de l'homme, ainsi que les actes de torture et les mauvais traitements auxquels celui-ci a été soumis. Comme indiqué dans une communication⁶⁶, l'injection forcée de médicaments faite à M. Derafshan et son transfert d'office dans un hôpital psychiatrique sont un nouvel exemple de la tendance inquiétante à l'administration forcée de traitements médicaux aux prisonniers⁶⁷. En octobre 2021, une cour d'appel a confirmé la condamnation à sept ans d'emprisonnement prononcée contre le professeur et avocat Reza Eslami, ainsi que l'interdiction d'enseigner et de quitter le pays à laquelle celui-ci était soumis⁶⁸. L'avocate Nasrin Sotoudeh a bénéficié d'une mise en liberté provisoire pour raisons médicales en juillet 2021.

26. Nosrat Beheshti, Hashem Khastar, Mohammadhossein Sepehri et Kamal Jafari Yazdani sont toujours en détention après avoir été condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement pour avoir signé une lettre demandant la démission du Guide suprême de la République islamique d'Iran.

Étrangers et personnes ayant la double nationalité

27. Il reste profondément préoccupant que la détention arbitraire de personnes ayant la double nationalité et de ressortissants étrangers soit utilisée comme moyen de pression sur des gouvernements étrangers. Un grand nombre de personnes arbitrairement détenues présentent de graves problèmes médicaux qui n'ont pas été traités, ou ont vu leur état de santé se dégrader considérablement. Ahmadreza Djalali est détenu à l'isolement depuis novembre 2020 et doit en urgence recevoir des soins chirurgicaux et dentaires⁶⁹. En août 2021, Massud Mossaheb, traduit sans préavis devant un tribunal révolutionnaire pour connaître l'issue de son jugement en appel, a vu sa peine réduite de dix à huit années d'emprisonnement. Ses avocats n'en avaient pas été informés. Sur l'avis d'un médecin, qui estimait qu'il devait être hospitalisé, M. Mossaheb a été emmené à l'hôpital le 14 novembre, mais a été renvoyé en prison le jour même sans avoir reçu le traitement prescrit. Kamran Ghaderi, emprisonné depuis 2016, a bénéficié en novembre 2021 d'une permission de sortir d'une semaine, qui a été prolongée d'une semaine en raison de son test positif à la COVID-19. Alors qu'il avait purgé plus de la moitié de sa peine et pouvait à ce titre présenter une demande de remise en liberté, sa troisième demande de libération avait été rejetée en octobre 2021. Nahid Taghavi et Mehran Raoof ont été condamnés en août 2021 à dix ans d'emprisonnement pour « participation à la gestion d'un groupe interdit »⁷⁰. En novembre 2020, Emad Shargi a été condamné à dix ans d'emprisonnement sans avoir été jugé, malgré une annonce officielle antérieure selon laquelle il avait été innocenté de tous les chefs d'accusation retenus contre lui. Ce n'est qu'en septembre 2021 qu'il a été autorisé à voir sa famille ou un avocat. Anoosheh Ashoori, Morad Tahbaz, Jamshid Sharmahd et Siamak Namazi font également partie des étrangers et personnes ayant la double nationalité qui restent emprisonnés dans des conditions inhumaines, notamment en raison de la restriction des contacts qu'ils peuvent avoir avec leur famille. Baquer Namazi fait toujours l'objet d'une interdiction de voyager, alors qu'il a impérativement besoin d'être opéré d'urgence. En octobre 2021, l'avocat de Nazanin Zaghari-Ratcliffe a été informé par téléphone que l'appel que sa cliente avait formé contre sa deuxième condamnation à un an d'emprisonnement avait été rejeté, ce qui signifiait

⁶⁴ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-30876/> (en persan) et <https://www.iranhumanrights.org/2019/01/human-rights-lawyer-mohammad-najafi-facing-19-years-behind-bars-in-iran/>.

⁶⁵ Voir <https://iranhr.net/fa/articles/4865/> (en persan).

⁶⁶ Voir IRN 31/2021, qui pourra être consulté à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

⁶⁷ Voir <https://www.hrw.org/news/2021/10/20/iran-account-horrific-abuse-prominent-lawyer>.

⁶⁸ Voir <https://www.en-hrana.org/appellate-court-sentences-reza-eslami-to-five-years-in-prison/>.

⁶⁹ Contribution reçue et <https://iranhumanrights.org/2021/07/14-academic-rights-groups-call-for-release-of-iranian-swedish-scholar-ahmadreza-djalali/>.

⁷⁰ Voir <https://www.rferl.org/a/iran-sentences-taghavi-raouf/31393735.html>.

que sa peine pouvait être appliquée à tout moment. Le Gouvernement a déclaré que la loi iranienne ne reconnaissait pas la double nationalité et que les personnes ayant la nationalité d'un autre pays ne bénéficiaient d'aucun privilège, pas plus qu'elles n'étaient prises pour cible.

C. Droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique

28. En novembre 2021, le Conseil de surveillance de la presse du Ministère de la culture et de l'orientation islamique a retiré au journal d'État *Kelid* sa licence d'exploitation, l'obligeant à cesser de publier⁷¹. Le site Web du journal a également été mis hors ligne. L'interdiction a été prononcée quelques jours après la publication, dans *Kelid*, d'un article dont le titre se traduit par « Des millions d'Iraniens vivent sous le seuil de pauvreté ».

29. Les autorités ont continué de restreindre indûment la liberté d'expression en ligne, notamment en imposant des coupures localisées d'Internet lors de manifestations ou à des périodes sensibles, comme cela a été le cas dans la province de Kohgiluyeh-Boyer-Ahmed et dans celle du Khuzestan⁷². En outre, un certain nombre de personnes ont été arrêtées pour avoir exercé leur liberté d'expression en ligne. En juin 2021, trois personnes ont ainsi été arrêtées par la cyberpolice pour avoir publié des informations en ligne sur des candidats aux élections. En septembre 2021, le défenseur des droits de l'homme Payam Shakiba a été condamné à treize mois d'emprisonnement et à une interdiction de quitter le pays et de rejoindre des groupes politiques et sociaux pendant deux ans. Sa condamnation reposait sur des accusations de soutien aux prisonniers politiques et d'appel au boycott des élections au moyen d'activités en ligne. Le Rapporteur spécial reste préoccupé par les menaces dont font l'objet des journalistes à l'étranger et leurs familles à l'intérieur du pays, notamment le personnel du service persan de la BBC, et par l'augmentation des attaques misogynes en ligne visant les femmes journalistes.

30. Le Rapporteur spécial est préoccupé par les mesures législatives visant à restreindre l'espace numérique. Le projet de loi sur la protection des droits des utilisateurs dans le cyberspace et l'organisation des médias sociaux, dont le Parlement est actuellement saisi, prévoit la création d'une infrastructure de plus en plus isolationniste qui aura pour effet de consolider un « mur numérique » dans le pays, d'accroître le contrôle de l'information et de nier le droit à la liberté d'expression consacré par le droit international⁷³.

31. Comme cela a été souligné ailleurs dans le rapport, le pays a été le théâtre de plusieurs manifestations contre les politiques environnementales et les changements climatiques, lesquels ont une incidence directe sur les moyens de subsistance des populations. En outre, des travailleurs, des retraités et des agriculteurs ont continué de manifester pour une hausse des salaires, la sécurité de l'emploi et le droit d'organisation collective.

32. Plus de 350 manifestations ont eu lieu entre juin et octobre 2021 dans plusieurs secteurs de l'économie iranienne⁷⁴. La grève la plus vaste a été organisée par les travailleurs de l'industrie pétrolière, gazière et pétrochimique entre la mi-juin et la fin septembre 2021⁷⁵. Elle a été lancée par des travailleurs temporaires et s'est étendue à plus de 100 sites pétroliers, gaziers et pétrochimiques à travers le pays ; les revendications des travailleurs portaient notamment sur la suppression des contrats privés dans l'industrie pétrolière aux fins de la sécurité de l'emploi, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de sécurité

⁷¹ Voir <https://cpj.org/2021/11/iran-shutters-newspaper-that-implied-supreme-leader-was-responsible-for-poverty/>.

⁷² Voir <https://filter.watch/en/2021/07/15/network-monitor-june-2021/> et <https://filter.watch/en/2021/07/19/shutdown-monitor-local-internet-disruptions-target-escalating-water-protests-in-khuzestan/>.

⁷³ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26736>.

⁷⁴ Voir <https://www.hra-news.org/periodical/a-105/>, <https://www.hra-news.org/periodical/a-103/>, <https://www.hra-news.org/periodical/a-102/> et <https://www.hra-news.org/periodical/a-101/> (en persan).

⁷⁵ Voir <https://www.radiozamanah.info/u/wp-content/uploads/2021/11/LaborRightsReport-no18-July-September-2021en.pdf>, p. 15.

et de santé⁷⁶. On estime que 75 % des travailleurs de l'industrie pétrolière sont des travailleurs contractuels, engagés par des entrepreneurs privés à titre temporaire et ne bénéficiant pas des avantages accordés par la législation du travail⁷⁷. Dans d'autres secteurs, le recours à des contrats temporaires et les retards dans le paiement des salaires ont également amené les travailleurs, notamment les employés municipaux, les infirmiers et les enseignants, à manifester⁷⁸.

33. La défense des droits des travailleurs reste passible de sanctions pénales. Shapour Ehsani-Rad, membre du conseil d'administration du Syndicat libre des travailleurs iraniens et représentant des travailleurs expulsés de la société Saveh Rolling and Profile Mills, purge une peine de six ans d'emprisonnement depuis juin 2020. On continue de lui refuser une libération provisoire pour raisons de santé⁷⁹. En juin 2021, une cour d'appel a confirmé la peine de trois années d'emprisonnement à laquelle le défenseur des droits des travailleurs Maziar Seyednejad avait été condamné pour avoir soutenu les grévistes de la société Haft Tappeh⁸⁰. Esmail Abdi, défenseur des droits des enseignants qui devait être libéré en novembre 2020 après avoir purgé une peine de cinq années d'emprisonnement, reste incarcéré, les autorités ayant prononcé l'exécution d'une peine de dix années d'emprisonnement à laquelle il avait été condamné précédemment et qui avait été assortie d'un sursis probatoire⁸¹. En octobre 2021, le Ministère de l'éducation a entériné la décision de démettre de ses fonctions le défenseur des droits des enseignants Mohammad Habibi, malgré le recours en appel formé par celui-ci⁸². M. Habibi, qui avait travaillé en tant qu'enseignant pendant dix-sept ans, avait été libéré de prison en novembre 2020. Les travailleurs de l'entreprise Haft Tappeh ont entamé une nouvelle vague de manifestations en juillet 2021, exigeant le paiement des salaires en retard, la réintégration des travailleurs licenciés et l'arrêt des poursuites engagées contre leur avocat⁸³.

D. Niveau de vie suffisant

34. D'après les données officielles, l'inflation en glissement annuel pour la période d'août à septembre 2021 s'élevait à 45 %, les prix des denrées alimentaires ayant augmenté de 60 % par rapport à la même période de l'année précédente⁸⁴. D'après le Centre iranien de la statistique, les quelque 20 % de la population ayant les revenus les plus élevés détiennent 47 % de la richesse du pays, tandis que les 20 % ayant les revenus les plus faibles en possèdent 0,5 %⁸⁵. Le coût élevé des denrées alimentaires et de la vie, conjugué à la faiblesse des salaires, a continué de faire basculer les gens sous le seuil de pauvreté et de creuser les inégalités⁸⁶. Selon les estimations, plus de 30 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté en août 2021 ; certains législateurs estiment même que ce chiffre s'élève à 60 %⁸⁷. Au moins 25 millions de personnes vivent dans une pauvreté absolue, incapables de subvenir à leurs besoins les plus fondamentaux, comme l'accès à la nourriture, à l'eau, au logement et à l'éducation. Une organisation caritative publique a estimé que le seuil de pauvreté en 2020 correspondait à un revenu mensuel de 10 millions de tomans⁸⁸. L'assemblée suprême des travailleurs iraniens a annoncé en novembre 2021 que le panier de dépenses minimum pour

⁷⁶ Voir <https://www.radiozamanah.com/673879> (en persan).

⁷⁷ Voir <https://merip.org/2021/08/labor-organizing-on-the-rise-among-iranian-oil-workers/>.

⁷⁸ Voir <https://www.radiozamanah.info/wp-content/uploads/2021/11/LaborRightsReport-no18-July-September-2021en.pdf>, p. 11 à 22.

⁷⁹ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31754/> (en persan).

⁸⁰ Voir <https://www.hrana.org/maziar-seyednejad-still-in-detention-one-month-after-arrest/>.

⁸¹ Voir <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26375>.

⁸² Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31995/> (en persan).

⁸³ Voir <https://www.radiozamanah.com/682348/index.html> (en persan).

⁸⁴ Voir <https://www.amar.org.ir/news/ID/15837/> (en persan).

⁸⁵ Voir <https://www.amar.org.ir/Portals/0/News/1400/zaribjini99.pdf> (en persan).

⁸⁶ Voir <https://www.radiozamanah.info/wp-content/uploads/2021/11/LaborRightsReport-no18-July-September-2021en.pdf>, p. 5.

⁸⁷ Voir <https://khabaronline.ir/news/1502880> (en persan).

⁸⁸ Voir <https://www.radiozamanah.com/681664> and <https://www.asriran.com/fa/news/798246/> (en persan).

une famille de trois personnes avait atteint 12 millions de tomans⁸⁹, soit trois fois plus que le salaire minimum fixé par le Conseil suprême du travail pour cette année-là⁹⁰. Le taux d'inflation élevé s'est maintenu sans augmentation proportionnelle du salaire minimum. La récession économique et le déficit budgétaire ont entraîné des retards dans le paiement des salaires des fonctionnaires et des retraités couverts par les fonds de pension et de sécurité sociale de l'État⁹¹. Le Gouvernement a mis en avant les effets négatifs des sanctions imposées par les États-Unis d'Amérique sur l'exercice des droits de l'homme.

35. Les problèmes liés à l'environnement et aux terres constituent une menace pour le droit à un niveau de vie suffisant, en particulier dans les provinces peuplées de minorités. Outre la crise de l'eau au Khouzestan et à Ispahan, une grave pénurie d'eau touche la province du Sistan-Baloutchistan, où les habitants sont contraints d'aller chercher l'eau dans les rivières voisines, s'exposant à un risque élevé de noyade. Environ 28 millions des 83 millions d'habitants du pays vivent dans des zones sujettes à des pénuries d'eau, principalement dans les régions du centre et du sud du pays⁹². L'accès à l'eau potable, un droit en soi, est inséparable du droit au meilleur état de santé possible, et est donc protégé par les articles 11 et 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

36. Les démolitions de biens se sont poursuivies, en violation des recommandations de l'ONU, qui souhaitait qu'il soit mis fin aux expulsions pendant la pandémie de COVID-19. Ainsi, en septembre et en octobre 2021, la fondation pour le logement et le développement urbain, avec l'aide des forces militaires, a démoli des maisons résidentielles à Zahedan et Chabahar, communes largement peuplées par des membres de la minorité arabe, et ce, sans verser d'indemnités ni fournir de solutions d'hébergement. La confiscation de biens appartenant aux Bahaïs s'est également poursuivie, en violation du droit international : en août 2021, les autorités judiciaires ont notamment annoncé la confiscation (arbitraire) de six propriétés dans la province de Semnan en vertu de l'article 49 de la Constitution.

E. Mesures de lutte contre la COVID-19 et droit à la santé

37. La République islamique d'Iran a connu une cinquième vague de COVID-19 qui s'est caractérisée par une recrudescence des contaminations et des décès qui a été plus importante que lors des vagues précédentes. Selon les données communiquées par le Ministère de la santé et publiées sur le tableau de bord de l'Organisation mondiale de la Santé, du 5 août au 17 septembre, on continuait de recenser chaque jour environ 400 à 600 décès⁹³, avec, le 24 août 2021, plus de 709 décès enregistrés en vingt-quatre heures, le bilan le plus lourd depuis le début de la pandémie⁹⁴. Les professionnels de santé estimaient néanmoins que le nombre de décès par jour était en réalité plus élevé. En août 2021, l'Organisation mondiale de la Santé s'est inquiétée de l'épidémie de COVID-19 dans le pays, du faible taux de vaccination, et de l'incidence que cela avait sur la vie et les moyens de subsistance des habitants⁹⁵. Selon d'autres sources, les hôpitaux connaissent une grave pénurie de fournitures médicales, et les sanctions dont le pays fait l'objet entravent encore davantage l'accès aux équipements et autres produits médicaux. Les services et les couloirs des hôpitaux sont débordés de patients atteints de la COVID-19 qui attendent d'être soignés⁹⁶. Selon les experts de la santé, l'approvisionnement limité en vaccins et les lenteurs de la campagne de vaccination ont grandement contribué à la crise sanitaire. Le Gouvernement a lancé une

⁸⁹ Voir <https://www.ghatreh.com/news/nn61370368/> (en persan).

⁹⁰ Voir <https://www.eghtesadnews.com/fa/tiny/news-399376> et <https://iranhumanrights.org/2021/03/irans-new-minimum-wage-falls-below-poverty-line/> (en persan).

⁹¹ Voir <https://www.radiozamanah.info/u/wp-content/uploads/2021/11/LaborRightsReport-no18-July-September-2021en.pdf>, p. 9.

⁹² Voir <https://financialtribune.com/articles/environment/99018/28m-people-in-water-stressed-regions>.

⁹³ Voir <https://covid19.who.int/region/emro/country/ir>.

⁹⁴ Voir <http://www.irna.ir/news/84447592/> (en persan).

⁹⁵ Voir <http://www.emro.who.int/iran/news/statement-on-covid-19-vaccination-in-islamic-republic-of-iran-by-who-representative-dr-jaffar-hussain.html>.

⁹⁶ Voir <https://observers.france24.com/en/middle-east/20210715-iran-s-failed-covid-19-vaccination-campaign-due-to-political-power-struggle> et <https://www.nytimes.com/2021/08/13/world/middleeast/iran-virus-delta-variant.html>.

campagne de vaccination contre la COVID-19 le 18 février 2021. Le 1^{er} juin, 536 326 personnes avaient reçu deux doses de vaccin, sur une population de 83 millions d'habitants⁹⁷.

38. Après que le pays eut essuyé de nombreuses critiques et face à l'incapacité des fabricants nationaux de produire la quantité de doses de vaccin qu'ils s'étaient engagés à fournir⁹⁸, l'interdiction initiale d'importer des vaccins a été levée. Le 10 août, le Guide suprême a annoncé que le pays devrait s'approvisionner en vaccins par tous les moyens possibles, y compris en important⁹⁹. Plus de 30 millions de doses ont ainsi été importées entre le 23 août et le 23 septembre¹⁰⁰. La vaccination contre la COVID-19 s'est nettement accélérée au cours des mois de septembre et octobre. Au 29 novembre 2021, grâce à cette accélération de la campagne vaccinale, plus de 57 millions de personnes avaient reçu deux doses de vaccin¹⁰¹.

39. Le Rapporteur spécial rappelle qu'il découle du droit à la santé que toute personne a le droit d'avoir accès à un vaccin contre la COVID-19 qui soit sûr, efficace et fondé sur les meilleures connaissances scientifiques¹⁰².

F. Situation des femmes et des filles

40. En novembre 2021, le Conseil des gardiens a ratifié la loi sur les jeunes et la protection de la famille. Le Rapporteur spécial a déjà exprimé de vives préoccupations concernant les conséquences préjudiciables de cette loi sur le droit des femmes et des filles à la santé sexuelle et procréative¹⁰³. La loi susdite vise à augmenter la croissance démographique en imposant des restrictions et une interdiction stricte en matière d'avortement et de stérilisation volontaire et pour ce qui est de l'accès aux moyens de contraception modernes, aux services contraceptifs et à l'information sur la contraception. Si le Code pénal réprimait déjà l'avortement, cette nouvelle loi va jusqu'à abroger la loi de 2005 sur l'avortement thérapeutique. L'article 61, libellé en des termes vagues, autorise à condamner à la peine de mort, pour « corruption sur Terre », quiconque pratique l'avortement à grande échelle¹⁰⁴.

41. La loi de 2021 prévoit également des mesures incitatives directes et indirectes visant à augmenter le nombre de mariages précoces, sans fixer aucune restriction quant à l'âge¹⁰⁵. L'âge minimum légal du mariage reste fixé à 13 ans pour les filles, et les filles plus jeunes peuvent également contracter mariage avec le consentement de leur père et l'autorisation d'un tribunal compétent, en violation du droit international¹⁰⁶. Selon les chiffres officiels, entre mars 2020 et mars 2021, on a recensé plus de 31 000 mariages de filles âgées de 10 à 14 ans, ce qui représente une augmentation de 10,5 % par rapport à l'année précédente¹⁰⁷. Au cours de la même période, il y a eu une augmentation de 6 % des mariages de filles âgées de 15 à 19 ans, et plus de 66 000 bébés sont nés de mères âgées de 15 à 19 ans. Le Rapporteur spécial a déjà averti que les banques qui proposaient des « prêts matrimoniaux » sans soumettre ces prêts à des restrictions liées à l'âge avaient provoqué une augmentation du nombre de mariages d'enfants¹⁰⁸, une préoccupation dont s'est fait l'écho un vice-ministre en juillet 2021¹⁰⁹. Ce constat est d'autant plus préoccupant que, dans les zones défavorisées,

⁹⁷ Voir <https://www.tasnimnews.com/fa/news/1400/03/11/2513701/> (en persan).

⁹⁸ Voir <https://www.hrw.org/news/2021/08/19/iran-government-mismanagement-compounds-covid-19-crisis>.

⁹⁹ Voir <http://www.irna.ir/news/84434077/> (en persan).

¹⁰⁰ Voir <https://www.aljazeera.com/news/2021/9/22/iran-eyes-normalisation-as-covid-vaccination-drive-accelerates>.

¹⁰¹ Voir <http://www.imna.ir/news/538672/> (en persan).

¹⁰² E/C.12/2020/2, par. 2.

¹⁰³ A/76/160, par. 30.

¹⁰⁴ Voir <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27817&LangID=E>.

¹⁰⁵ Par exemple, aux articles 10, 11, 13, 68 et 69.

¹⁰⁶ Code civil, art. 1041.

¹⁰⁷ Voir <https://www.rferl.org/a/iran-child-marriages/31420642.html>.

¹⁰⁸ A/HRC/46/50, par. 43.

¹⁰⁹ Voir <https://www.hamshahrionline.ir/x7d7h> (en persan).

l'aggravation de la pauvreté a incité les familles à se chercher de nouvelles sources de revenus.

42. Le Rapporteur spécial constate avec regret qu'aucune avancée n'a été réalisée aux fins de l'adoption du projet de loi pour la préservation de la dignité des femmes et la protection des femmes contre la violence¹¹⁰. Il a continué de recevoir des informations concernant des meurtres dits « d'honneur »¹¹¹ dont les auteurs avaient été exonérés ou avaient vu leur peine réduite en raison d'exemptions particulières prévues par la loi ou parce que les familles étaient réticentes à poursuivre en justice l'un des leurs.

G. Situation des minorités

43. Le Rapporteur spécial a continué de recevoir des informations selon lesquelles il serait délibérément porté atteinte aux droits des personnes appartenant à des minorités ethniques et religieuses. Comme il le souligne ailleurs dans le présent rapport, les minorités sont démesurément touchées par l'imposition de la peine de mort et la privation arbitraire de la vie et sont également désavantagées sur le plan de la reconnaissance de leurs droits au regard des politiques de l'État et de la législation.

44. Compte tenu du peu de perspectives économiques qui s'offre à eux, bon nombre d'Iraniens, notamment des femmes célibataires chefs de famille, décident de devenir marchands transfrontaliers pour survivre. Le Rapporteur spécial rappelle les observations du Gouvernement sur le dernier rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale, concernant l'ensemble de mesures visant à améliorer la situation économique des populations des provinces frontalières, notamment la création d'emplois. Si ces mesures sont opportunes, elles ne dispensent pas l'État de son obligation d'enquêter sur les meurtres de marchands transfrontaliers, ni de son obligation d'amener les responsables de ces meurtres à répondre de leurs actes. Le Rapporteur spécial regrette que l'impunité ait été instituée légalement par la loi de 1995 sur l'usage des armes à feu par les forces armées dans les cas de force majeure, loi qui, en son article 3 (par. 9), autorise les membres des forces de l'ordre à utiliser des armes à feu, notamment pour arrêter les personnes qui tentent de pénétrer sur le territoire ou d'en sortir par des points de passage illégaux et ne tiennent pas compte des avertissements des gardes frontière. Le Rapporteur spécial rappelle qu'il faut renforcer le cadre réglementaire régissant le recours à la force par les gardes frontière et les membres des forces de sécurité, et dispenser à ces agents une formation qui soit conforme aux normes internationales.

45. Le Rapporteur spécial constate avec préoccupation que les minorités religieuses continuent de faire l'objet de mesures de répression, notamment que les autorités ordonnent la fermeture de certains lieux de culte pour des raisons de sécurité nationale. En juin 2021, une dizaine de personnes appartenant à la minorité baloutche du village de Ramin ont été assignées à comparaître après avoir participé à un rassemblement organisé pour empêcher la destruction d'une zone de prière réservée aux musulmans sunnites. Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre 2021, au moins 53 chrétiens ont été arrêtés pour avoir pratiqué leur culte. Le Rapporteur spécial s'inquiète de constater que l'on continue de s'en prendre aux membres de la communauté bahaïe et à leurs biens, et que la campagne de dénigrement lancée sur les réseaux sociaux contre certains représentants de cette communauté s'est intensifiée. En octobre 2021, quatre membres de la communauté bahaïe ont été condamnés à une peine de cinq années d'emprisonnement pour avoir voulu faire des études supérieures¹¹². Le Gouvernement a déclaré que les minorités étaient respectées et que les chrétiens, les juifs et les zoroastriens étaient libres de célébrer leurs rites religieux en vertu de l'article 13 de la Constitution.

¹¹⁰ Voir IRN 25/2020, à consulter à l'adresse

<https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25651>.

¹¹¹ Voir <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-32109/> et <https://www.hra-news.org/2021/hranews/a-31574/> (en persan).

¹¹² Voir <https://iranhumanrights.org/2021/10/four-bahais-sentenced-to-five-years-in-prison-for-trying-to-access-higher-education/>.

46. Entre janvier et octobre 2021, près de 500 Kurdes, parmi lesquels des enseignants, des marchands transfrontaliers, des artistes, des défenseurs des droits de l'homme et des droits environnementaux, des journalistes et des avocats, ont été arrêtés ou placés en détention. Au moins 140 d'entre eux ont été inculpés d'atteinte à la sécurité nationale. En juin, Aram Fathi, écrivain et défenseur des droits de l'homme kurde, et Soraya Haghdoust, défenseuse des droits de l'homme, ont été arrêtés à leurs domiciles respectifs, à Marivan¹¹³. M. Fathi a été conduit au poste de police, où on lui aurait administré des décharges électriques et l'aurait menacé de le tuer. Tous deux ont été libérés sous caution le 28 juin.

47. Les restrictions du droit de chacun de recevoir un enseignement dans sa langue maternelle demeurent préoccupantes pour les minorités. Abbas Lisani et Alireza Farshi, deux défenseurs des droits des minorités azerbaïdjano-turcs, sont toujours incarcérés¹¹⁴. En novembre, Parviz Siabi, un autre militant azerbaïdjano-turc, a été condamné par un tribunal révolutionnaire à une peine de seize années d'emprisonnement (dont un maximum de dix ans fermes). M. Siabi avait été arrêté au cours de manifestations qui avaient eu lieu à Tabriz en juillet 2021¹¹⁵. Le Gouvernement a fait savoir que sa condamnation était en cours de réexamen par la Cour d'appel. En octobre 2021, 12 militants azerbaïdjano-turcs qui avaient été arrêtés au cours de manifestations à Ardabil en octobre 2020 ont été condamnés chacun à une peine de quatorze mois d'emprisonnement et 74 coups de fouet. Le Gouvernement a fait observer que l'article 15 de la Constitution autorisait l'enseignement des langues locales et ethniques dans les écoles et que plusieurs universités dispensaient un enseignement en langues locales.

III. Établissement des responsabilités pour les violations des droits de l'homme

48. L'impunité institutionnelle et l'absence d'un système permettant d'amener les responsables de violations des droits de l'homme à répondre de leurs actes caractérisent l'ensemble du système politique et juridique de la République islamique d'Iran. L'absence de mécanisme de responsabilité résulte des diverses défaillances observées au sein des structures étatiques, notamment de la négation des principes d'état de droit et de séparation des pouvoirs¹¹⁶. L'établissement des responsabilités pour les violations graves des droits de l'homme constitue une obligation fondamentale qui incombe aux États au regard du droit international¹¹⁷. Pour mettre en place un système de responsabilité viable, il faut avant tout instituer des structures juridiques et politiques de gouvernance qui soient adaptées¹¹⁸. Sur le plan institutionnel, il faut impérativement consacrer les principes d'état de droit et de séparation des pouvoirs, notamment l'indépendance de la magistrature, le pluralisme politique et la participation démocratique aux processus décisionnels. En outre, des mesures doivent être prises pour garantir les droits des minorités et des femmes, pour créer des systèmes de contrôle et de transparence et pour assurer la sécurité et veiller à ce que les forces de l'ordre aient les moyens d'utiliser des armes moins meurtrières et soient formées à le faire.

Obstacles structurels à l'établissement des responsabilités

49. Ce qui fait fondamentalement obstacle à l'établissement des responsabilités en République islamique d'Iran, c'est l'appareil institutionnel juridique et politique, qui en lui-même n'est pas conforme aux obligations mises à la charge de l'État par le droit international¹¹⁹. L'exercice du pouvoir, élément central de la gouvernance, et notamment la

¹¹³ Voir <https://www.iranhr.net/en/articles/4782/>.

¹¹⁴ A/76/160, par. 34.

¹¹⁵ Voir <https://www.en-hrana.org/azerbaijani-turk-activist-parviz-siabi-sentence-to-16-years-imprisonment/>.

¹¹⁶ Au sein du système des Nations Unies, voir la définition de l'état de droit énoncée par le Secrétaire général dans un rapport qu'il a adressé au Conseil de sécurité (S/2004/616, par. 6). Voir aussi la résolution 57/221 de l'Assemblée générale.

¹¹⁷ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 31, par. 15 et 18.

¹¹⁸ Ibid.

¹¹⁹ La République islamique d'Iran est partie, entre autres, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à la

relation entre ceux qui sont au pouvoir et ceux sur lesquels s'exerce ce pouvoir, trouve son fondement dans la Constitution de 1979, qui consacre une idéologie politique islamique considérée à la fois comme le fondement et le but de la gouvernance¹²⁰. Le système de gouvernement, appelé *velayat-e faqih*, implique que tous les pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, soient aux mains du Guide suprême, qui n'est pas élu au suffrage universel¹²¹. Si l'Assemblée des experts, organe religieux composé de 88 membres, est habilitée à désigner, à superviser et à révoquer le Guide suprême¹²², dans la pratique, elle n'a jamais remis en question son autorité. Ce système de gouvernement, tel qu'il est établi par la Constitution, ne garantit donc pas de véritable séparation des pouvoirs. La Constitution établit en outre un système d'organes de gouvernance qui ne sont pas des organes élus, comme c'est le cas, notamment, du Conseil des gardiens et du Conseil du discernement, ou bien qui sont élus mais selon des critères stricts, les antécédents des candidats étant vérifiés, à l'aune de ces critères, par le Conseil des gardiens ; c'est le cas notamment pour le Parlement, l'Assemblée des experts et la Présidence. Adhérer à l'idéologie de l'État est indispensable à toute forme de participation politique¹²³ ; cette idéologie, sur laquelle se fondent les différents organes de l'État, est au cœur des politiques publiques¹²⁴, et c'est également à la lumière de cette idéologie que sont interprétés les droits individuels. De toute évidence, ce système de gouvernement crée entre les individus et l'État une relation particulière au sein de laquelle le maintien du système de gouvernement et de l'idéologie politique prime sur la protection et le respect des droits des individus. Dans ces conditions, la population n'a pas véritablement de moyen de participer librement aux processus de prise de décisions, notamment au processus législatif, ni de demander des comptes aux décideurs. Le Gouvernement a insisté sur le droit de chaque nation de choisir son mode de gouvernance et souligné que, du point de vue de sa structure politique, la République islamique d'Iran était une démocratie religieuse. Il a en outre fait savoir que la magistrature jouissait d'une indépendance pleine et entière et que le respect du principe de responsabilité et la lutte contre l'impunité étaient garantis par le droit et la pratique des organes judiciaires et des forces de l'ordre.

50. S'il existe des dispositifs de contrôle, par exemple dans le système pénitentiaire ou le système de santé, les organes compétents ne disposent pas des outils nécessaires pour remplir leur mission et ne sont pas habilités à assurer un contrôle indépendant. Les conditions nécessaires au respect du principe de responsabilité ne sont pas réunies sur les plans législatif et exécutif, et l'appareil judiciaire, loin d'être un organe indépendant offrant aux justiciables des possibilités de recours, joue au contraire le rôle d'organe de répression. En outre, des institutions parallèles, comme le Corps des gardiens de la révolution islamique, qui rend compte uniquement au Guide suprême, ont progressivement assumé un rôle de premier plan dans la gouvernance du pays.

51. Ce système de gouvernement est contraire au principe d'état de droit et au droit international des droits de l'homme, lequel définit, en établissant des normes en la matière, ce qu'un État est habilité à faire et comment il peut le faire. Pour garantir l'état de droit, il faut mettre en place tout un ensemble d'institutions et de procédures, notamment un appareil judiciaire indépendant, qui respecte scrupuleusement les droits de la défense et est apte à les garantir¹²⁵.

Convention relative aux droits de l'enfant, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

¹²⁰ Art. 2 et 3.

¹²¹ Constitution, préambule et chap. VIII.

¹²² Ibid., art. 107.

¹²³ Ibid., art. 2, 3, 26, 91, 112 et 115. Voir aussi la loi de 2016 relative au fonctionnement des partis et des groupes politiques.

¹²⁴ Constitution, art. 3.

¹²⁵ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 14, et Comité des droits de l'homme, observation générale n° 13 (1984). Voir aussi [A/65/274](#).

Manque d'indépendance de la magistrature

52. Le manque d'indépendance et la politisation de la justice comptent parmi les principaux facteurs qui contribuent aux manquements à l'obligation de respecter le principe de responsabilité. Selon l'article 156 de la Constitution, le pouvoir judiciaire est un pouvoir indépendant, garant des droits de l'individu et de la société et responsable de l'administration de la justice. Or, son indépendance lui est refusée par la Constitution elle-même, qui ne la garantit pas, et notamment par les dispositions de la Constitution qui portent que tous les pouvoirs de l'État sont placés sous l'autorité du Guide suprême. L'article 61 de la Constitution limite les pouvoirs de l'appareil judiciaire, qui doivent être exercés conformément aux règles de l'islam.

53. Le respect des principes de l'indépendance de la justice et de la séparation des pouvoirs est encore compromis davantage par les dispositions relatives à la nomination du chef du pouvoir judiciaire et des juges. Le chef du pouvoir judiciaire est directement nommé par le Guide suprême pour une période de cinq ans¹²⁶. C'est ensuite lui qui désigne, directement ou indirectement, le Président de la Cour suprême et tous les juges¹²⁷.

54. La fonction de juge est d'autant plus politisée que l'on impose aux juges d'être musulmans (croyants et pratiquants), d'avoir un engagement concret envers la Constitution et le principe de *velayat-e faqih* et de ne pas être membre ni sympathisant d'organisations, de partis ou de groupes illégaux¹²⁸. La législation ne donne pas aux femmes la possibilité d'exercer la fonction de juge¹²⁹ et il est veillé, dans le cadre de la procédure de vérification des antécédents des candidats à la fonction de juge, à ce que les convictions politiques et religieuses des candidats soient pleinement compatibles avec l'idéologie de l'État¹³⁰. Les juges qui remettent en question l'idéologie officielle s'exposent à des sanctions : ils risquent notamment d'être démis de leurs fonctions et de faire l'objet d'une interdiction permanente d'exercer la fonction de juge sur la base de critères vagues et arbitraires. La loi relative à la désignation en fonction de critères liés à la religion et à la déontologie autorise le Conseil de sélection suprême et le Ministère du renseignement à enquêter sur les convictions d'un individu et sur ses opinions et son appartenance politiques passées, ainsi que sur son éventuel repentir (*tawbah*) à l'égard de celles-ci. Cette démarche est contraire aux normes internationales et certaines personnes voient leur candidature exclue pour la seule raison que leurs convictions ne sont pas conformes aux idéologies politique et religieuse cautionnées par l'État.

55. Le Rapporteur spécial demeure préoccupé par le rôle que jouent les tribunaux révolutionnaires au sein du système de justice pénale. Ces juridictions, qui ont été instituées après la révolution de 1979 sur ordre du Guide suprême, ont rendu des jugements sommaires et arbitraires dans le but d'exterminer les opposants politiques de la révolution. Alors même qu'elles n'ont pas lieu d'être au regard de la Constitution, elles continuent de siéger, de juger à huis clos des militants politiques, des journalistes, des avocats et des défenseurs des droits de l'homme, et de les condamner sous l'impulsion des services de renseignement. En 1980, le Code de procédure pénale (art. 303) a été modifié de façon à énoncer l'objectif initial des tribunaux révolutionnaires, qui était d'avoir compétence pour connaître des affaires concernant des infractions à la législation sur les stupéfiants et d'autres infractions, notamment des atteintes à la sécurité nationale. Depuis qu'ils ont été institués, ces tribunaux ne cessent de porter atteinte aux droits fondamentaux, y compris au droit à une procédure régulière et à un procès équitable, consacré par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

¹²⁶ Constitution, art. 110 et 157.

¹²⁷ Ibid., art. 158.

¹²⁸ Voir https://www.amnestyusa.org/files/flawed_reforms_-_irans_new_code_of_criminal_procedure.pdf.

¹²⁹ Loi de 1982 sur les critères de sélection des juges. Voir aussi https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/IRN/INT_CCPR_NGO_IRN_42317_E.pdf, p. 20.

¹³⁰ Voir https://www2.ohchr.org/english/bodies/cescr/docs/ngos/AI_CESCRWG49_Iran.pdf, p. 4 et 5.

56. Ce sont les tribunaux révolutionnaires qui ont prononcé la grande majorité des condamnations à mort ; ils sont notamment responsables de milliers d'exécutions sommaires et arbitraires¹³¹. Les statistiques disponibles montrent qu'entre 2010 et 2020, sur 6 033 exécutions, 3 619 (60 %) faisaient suite à des condamnations prononcées par les tribunaux révolutionnaires¹³².

57. Le Rapporteur spécial a à plusieurs reprises mis en évidence les lacunes du Code pénal et du Code de procédure pénale, qui ne permettent pas de garantir le droit à un procès équitable¹³³. Les défaillances structurelles du cadre juridique et judiciaire en vigueur empêchent les victimes de chercher à obtenir justice. En République islamique d'Iran, l'indépendance réduite dont jouissent les juristes et le harcèlement dont sont victimes les avocats spécialistes des droits de l'homme compromettent les efforts faits pour amener les auteurs de violations à répondre de leurs actes. Comme indiqué dans de précédents rapports, les avocats spécialistes des droits de l'homme font l'objet d'actes d'intimidation et de poursuites pour atteinte à la sécurité nationale¹³⁴. Bon nombre d'entre eux ont exécuté de lourdes peines d'emprisonnement en raison de leur activité professionnelle¹³⁵. Le Rapporteur spécial a précédemment fait part au Gouvernement de ses préoccupations au sujet de toutes les mesures législatives qui compromettent l'indépendance des associations du barreau¹³⁶. En juin 2021, l'appareil judiciaire a adopté des textes réglementaires prévoyant de nouveaux moyens d'engager des procédures disciplinaires contre des avocats et de faire révoquer leur permis d'exercer, procédures auxquelles il est possible de recourir pour faire dessaisir arbitrairement un avocat¹³⁷.

58. Dans le système de gouvernement décrit ci-dessus, il est évident que la répression des violations des droits de l'homme devient, au mieux, arbitraire, au pire, impossible. Ce système de gouvernement, au sein duquel les auteurs de violations ne sont pas amenés à répondre de leurs actes, est une des raisons pour lesquelles la population iranienne doit, aujourd'hui encore, se passer des garanties minimales de protection contre le pouvoir de l'État, notamment ses forces de sécurité et ses services de renseignement.

Exemples représentatifs de cas dans lesquels des violations sont restées impunies

59. Le Rapporteur spécial, d'autres mécanismes relatifs aux droits de l'homme et la société civile ont, au fil des ans, recensé des exemples de violations graves des droits de l'homme. On peut citer, notamment, l'utilisation massive de la force meurtrière par des membres des forces de sécurité ou des forces de l'ordre et d'autres agents de l'État contre des manifestants pacifiques au cours des manifestations qui se sont tenues dans tout le pays en 2009, 2019, 2020 et 2021 ; ce recours à la force a fait un nombre alarmant de blessés et de morts, et s'est accompagné d'arrestations, de disparitions forcées, de détentions, de poursuites et d'exécutions¹³⁸. On peut citer, aussi, le recours massif aux disparitions forcées et aux exécutions sommaires de dissidents politiques ou de personnes soupçonnées d'être des dissidents politiques, y compris d'enfants, en 1982 et 1988 ; ces faits n'ont à ce jour donné lieu à aucune enquête ni à aucune poursuite, mais la destruction des preuves se poursuit, l'État ayant vraisemblablement pour politique officielle d'effacer ces événements de la mémoire collective¹³⁹. Les assassinats de dissidents, d'intellectuels et d'artistes commis entre

¹³¹ Voir <https://www.ecpm.org/wp-content/uploads/Rapport-iran-2021-gb-290321-HD.pdf>.

¹³² Voir https://iranhr.net/media/files/Rapport_iran_2021-gb-290321-BD.pdf, p. 68.

¹³³ A/76/160, par. 65 à 67, et A/HRC/43/61, par. 46 à 48.

¹³⁴ A/76/160, par. 16, A/74/188, par. 15 à 18, et A/HRC/46/50, par. 9 à 11.

¹³⁵ Voir communications IRN 16/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26471> ; IRN 21/2016, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=3251> ; et IRN 12/2012, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26375>.

¹³⁶ Voir communication IRN 26/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26681>.

¹³⁷ Voir <https://iranhumanrights.org/2021/07/iranian-judiciary-assumes-sweeping-new-powers-over-lawyers/>.

¹³⁸ Voir A/76/160, A/75/213, A/74/188, A/HRC/46/50, A/HRC/43/61 et A/HRC/40/67.

¹³⁹ Voir communication IRN 15/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26439>.

1988 et 1998 et connus sous le nom des « meurtres à la chaîne », restent impunis¹⁴⁰, tout comme les meurtres de militants commis à l'étranger¹⁴¹. Enfin, on peut citer le cas de l'avion d'Ukraine Airlines (vol PS752) qui avait été détruit en vol et le recours systématique à la force meurtrière contre les marchands transfrontaliers.

60. En outre, on continue de recenser des décès en détention causés par des actes de violence commis par des agents pénitentiaires ou d'autres représentants de l'État, dont il est question dans un autre passage du présent rapport, ainsi que des décès en détention dus à la privation de soins médicaux, faits qui ne donnent lieu ni à une enquête ni à aucune poursuite. Selon les estimations des organisations de la société civile, plus de 70 hommes et femmes sont morts en détention entre janvier 2010 et septembre 2021 ; ces personnes auraient été victimes d'actes de torture et de recours à la force, aux armes à feu et au gaz lacrymogène, à différentes étapes du processus, dès le stade de l'enquête préliminaire et dans les centres de détention administrés par le service d'enquête de la police (Agahi), le Ministère du renseignement, la police municipale, les gardes frontière ou les agents des services d'immigration, la cyberpolice et le Corps des gardiens de la révolution islamique¹⁴². Aucun de ces décès n'a fait l'objet d'une enquête indépendante ni de poursuites. Les autorités attribuent les décès en détention à des surdoses de drogue, à la maladie ou au suicide, sans mener d'enquête indépendante. Les familles et les avocats des défunts sont souvent victimes de harcèlement et d'actes d'intimidation, en particulier lorsqu'ils contestent publiquement la version officielle des faits ou lorsqu'ils tentent de saisir la justice. La position habituelle du Gouvernement consiste à dire que les allégations de torture sont dénuées de fondement puisque la Constitution et le Code pénal interdisent le recours à la torture et l'utilisation d'aveux faits sous la contrainte. Le Rapporteur spécial regrette que les autorités nient le problème, ce qui en soi fait obstacle au respect du principe de responsabilité¹⁴³.

61. Les cas cités ci-dessus, dans lesquels rien n'a été fait pour amener les auteurs de violations directes du droit à la vie à répondre de leurs actes, sont loin d'être isolés. Ce problème de manquement à l'obligation de rendre des comptes s'étend également à d'autres domaines, notamment aux politiques gouvernementales, par exemple aux politiques sur la santé et l'environnement.

Manifestations de novembre 2019

62. Plus de deux ans se sont écoulés depuis les manifestations de novembre 2019 qui ont eu lieu dans l'ensemble du pays et ont été violemment réprimées par les autorités, et rien n'a encore été fait, concrètement, pour demander des comptes aux agents qui ont eu recours à la force contre les manifestants et ont pris des mesures, par la suite, contre eux et contre les membres de leur famille qui cherchaient à obtenir justice. Le Rapporteur spécial a déjà fait état du recours sans précédent à la force meurtrière et à une force excessive par les services de sécurité, notamment par la police et le Corps des gardiens de la révolution islamique, y compris sa milice bassidji, au cours de ces manifestations. Selon des informations corroborées, au moins 324 personnes, dont 22 enfants et 10 femmes, ont été tuées entre les 15 et 19 novembre 2019 dans 37 villes du pays ; toutefois, le bilan des morts serait en réalité bien plus lourd¹⁴⁴. En plus des lourdes pertes en vies humaines causées par un recours à la force meurtrière manifestement illégal de la part des forces de sécurité, aucune enquête n'a été menée, personne n'a été poursuivi en justice, et la législation et les politiques régissant le recours à la force dans l'encadrement des rassemblements n'ont pas été modifiées. Comme cela a été le cas pour d'autres manifestations, le nombre de morts et de blessés déplorés au cours des manifestations de novembre 2019 n'a pas été officiellement annoncé.

¹⁴⁰ Voir <https://www.rferl.org/a/two-decades-later-still-no-justice-for-iran-chain-murders-of-intellectuals/30997536.html> and <https://www.iranhumanrights.org/tag/chain-murders/>.

¹⁴¹ Voir <https://www.iranrights.org/newsletter/issue/120>.

¹⁴² Voir <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/09/iran-a-decade-of-deaths-in-custody-unpunished-amid-systemic-impunity-for-torture/>.

¹⁴³ A/76/168, par. 50.

¹⁴⁴ Voir <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/11/MDE1323082020ENGLISH.pdf>.

Mauvaise gestion par le Gouvernement de la pandémie de COVID-19

63. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le fait qu'aucune enquête n'ait été menée sur le nombre excessif de décès causés par la façon dont le Gouvernement a géré la pandémie est un autre exemple du manquement à l'obligation de rendre des comptes. En janvier 2021, le Guide suprême a interdit l'importation de vaccins produits au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou aux États-Unis, décision critiquée par les experts de la santé et les organisations de défense des droits de l'homme¹⁴⁵. Le Gouvernement a essuyé des critiques pour avoir retardé l'importation des vaccins disponibles en accordant la priorité à l'élaboration de vaccins de fabrication nationale, pour lesquels il aurait réalisé d'importants investissements¹⁴⁶. D'aucuns ont dit craindre que la politique de l'État consistant à opter pour la production de vaccins locaux plutôt que pour l'importation immédiate des vaccins disponibles n'ait été guidée par les intérêts financiers d'entreprises publiques plutôt que par des considérations de santé publique¹⁴⁷. Des responsables de la santé, notamment le chef de l'équipe spéciale de lutte contre la COVID-19 à Téhéran, se sont faits l'écho de ces critiques¹⁴⁸. Le Rapporteur spécial a précédemment exprimé de vives préoccupations au sujet de l'incidence que la politisation de la politique de vaccination contre la COVID-19 et l'interdiction des importations de certains vaccins contre la COVID-19 avaient sur le droit à la santé¹⁴⁹.

Culture de l'impunité et représailles

64. Le système de gouvernement, ainsi que l'absence de dispositif de responsabilité qui va de pair avec celui-ci, ont créé une culture de l'impunité qui perpétue le cycle de la violence, les violations des droits de l'homme n'ayant aucune conséquence ni pour l'État ni pour les auteurs eux-mêmes. L'État semble avoir pour politique d'intimider, de poursuivre en justice et de réduire au silence ceux qui réclament que les auteurs de violations soient amenés à répondre de leurs actes, que justice soit rendue et que la vérité soit mise au jour, qu'il s'agisse des victimes elles-mêmes, de leurs proches, de défenseurs des droits de l'homme, d'avocats ou d'organisations. Entre autres exemples représentatifs, on peut citer : le cas de Maryam Monfared, incarcérée pour avoir cherché à faire éclater la vérité et à obtenir justice pour les membres de sa famille qui avaient été victimes de disparition forcée et exécutés en 1988¹⁵⁰ ; les menaces et le harcèlement dont ont fait l'objet les personnes qui demandaient des comptes pour la perte de leurs proches, à la suite de la destruction en vol de l'avion d'Ukraine Airlines (vol PS752)¹⁵¹ ; les attaques et les arrestations dont ont fait l'objet des personnes qui demandaient des comptes aux autorités à la suite du décès de leurs enfants, tués au cours de manifestations ou en prison, notamment l'arrestation et l'incarcération de Manouchehr Bakhtiari, père d'un manifestant tué au cours des événements de novembre 2019¹⁵². Dans le contexte de la COVID-19, au lieu d'accepter la critique ou de faire des excuses pour le nombre excessif de décès et de préjudices causés par les politiques publiques, le Gouvernement réprime les défenseurs des droits de l'homme, les harcèle et cherche à les intimider. En août 2021, les autorités ont notamment arrêté, inculpé et placé en détention Arash Kaykhosravi et Mostafa Nili, avocats spécialistes des droits de l'homme, et Mehdi Mahmoudian, défenseur des droits de l'homme, pour atteinte à la sécurité nationale alors

¹⁴⁵ Voir <https://iranhumanrights.org/2021/01/iranian-rights-groups-call-on-khamenei-to-allow-purchase-of-u-s-and-uk-covid-19-vaccines/>.

¹⁴⁶ Voir <https://www.hrw.org/news/2021/08/19/iran-government-mismanagement-compounds-covid-19-crisis>.

¹⁴⁷ Voir <https://www.dw.com/en/irans-patriotic-vaccination-policy-is-making-some-people-rich/a-59342029> ; <https://iranhumanrights.org/2021/08/iran-should-lift-deadly-ban-on-foreign-covid-vaccines/> ; and <https://www.radiozamaneh.com/691022/> (en persan).

¹⁴⁸ Voir <https://www.khabaronline.ir/news/1544278/> (en persan).

¹⁴⁹ Voir communication IRN 25/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26639>.

¹⁵⁰ Voir communication IRN 14/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26438>.

¹⁵¹ Voir <https://www.hrw.org/news/2021/05/27/iran-ukraine-airline-victims-families-harassed-abused>.

¹⁵² Voir <https://www.en-hrana.org/manouchehr-bakhtiari-sentenced-to-imprisonment-and-exile/>.

qu'ils se préparaient simplement à poursuivre en justice les autorités pour mauvaise gestion de la pandémie de COVID-19¹⁵³.

Initiatives prises par la société civile pour faire appliquer le principe de responsabilité

65. Bien que les organismes des Nations Unies, les mécanismes de défense des droits de l'homme et les organisations de la société civile n'aient cessé de réclamer que les auteurs de violations soient amenés à répondre de leurs actes, faute de système officiel de responsabilité, les acteurs de la société civile n'ont eu d'autre choix, au fil des années, que de mener eux-mêmes des initiatives pour appeler l'attention sur le non-respect du principe de responsabilité et pour faire en sorte que les violations commises soient reconnues. Parmi ces initiatives, on peut citer le tribunal populaire d'Iran, chargé d'enquêter sur les exécutions de prisonniers politiques qui ont eu lieu dans les années 1980¹⁵⁴, les Mères endeuillées, qui cherchent à obtenir justice pour le décès de leurs fils ou de leurs filles, tués par des agents de la force publique¹⁵⁵, les associations des familles des victimes du vol PS752 d'Ukraine Airlines¹⁵⁶, et le tribunal iranien des atrocités (également connu sous le nom de tribunal d'Aban), institué pour enquêter sur les meurtres de manifestants commis par des agents des forces de sécurité de l'État en novembre 2019¹⁵⁷.

66. En République islamique d'Iran, l'impunité dont jouissent en permanence et de longue date les auteurs de violations graves des droits de l'homme est un des principaux facteurs qui contribuent à la récurrence et à la poursuite des violations. Comme indiqué dans le présent rapport, les personnes qui remettent en question le système de gouvernement, ou dont on pense qu'elles le remettent en question, ont un tribut particulièrement lourd à payer, sur le plan des droits de l'homme. Elles sont souvent décrites comme présentant une menace pour la sécurité nationale, sont qualifiées de terroristes, d'espions, ou de criminels agissant en bande organisée¹⁵⁸. Le Rapporteur spécial souligne que ces circonstances, réelles ou supposées, ne justifient pas que l'on continue à se livrer à des pratiques répressives ni que l'on continue d'appliquer une législation qui contribue à donner lieu à des violations des droits de l'homme. Il souligne également que le fait d'insister pour que la gouvernance repose sur l'état de droit et sur un cadre fondé sur les droits et solidement ancré dans le droit international des droits de l'homme n'est pas un parti pris politique et ne revient pas à soutenir le terrorisme. La République islamique d'Iran ne saurait s'estimer dispensée des obligations fondamentales qui lui incombent en matière de droits de l'homme.

¹⁵³ Voir communication IRN 27/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26682>.

¹⁵⁴ Voir <https://irantribunal.com/sessions/court/>.

¹⁵⁵ Voir <https://www.rferl.org/a/grieving-in-iran-mothers-brought-together-by-tragic-deaths-state-pressure/30332687.html>.

¹⁵⁶ Voir <https://www.ps752justice.com/about/>.

¹⁵⁷ Voir <https://abantribunal.com/>.

¹⁵⁸ Réponses du Gouvernement à la communication IRN 22/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=36628>, à la communication IRN 18/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=36418>, à la communication IRN 16/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=36497>, et à la communication IRN 10/2021, à consulter à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=36383>.

IV. Recommandations

A. Établissement des responsabilités pour les violations des droits de l'homme

67. Le Rapporteur spécial recommande à la République islamique d'Iran :

a) D'entreprendre des réformes de fond en vue d'instaurer un régime de responsabilité qui soit conforme au droit international, et notamment d'engager des réformes sur les plans constitutionnel, législatif et administratif afin de garantir la séparation des pouvoirs, le pluralisme politique et la participation démocratique à la gouvernance et à la prise de décisions ;

b) D'entreprendre des réformes en vue de garantir l'entière indépendance de la magistrature, notamment de dissoudre les tribunaux révolutionnaires, et d'assurer la transparence de la procédure de nomination des juges, laquelle devrait être fondée sur le mérite et ne devrait pas être soumise à des conditions discriminatoires ;

c) De mener une enquête indépendante, impartiale et transparente qui soit conforme aux normes internationales sur le recours à la force par les forces de sécurité au cours des manifestations de novembre 2019 et d'amener tous les auteurs de violations des droits de l'homme commises pendant ces manifestations ou au cours d'autres manifestations, notamment celles qui ont eu lieu à Khuzestan et Ispahan en 2021, à répondre de leurs actes ;

d) De mener une enquête nationale et publique sur la gestion de la pandémie de COVID-19 ;

e) D'assurer l'indépendance des associations du barreau.

B. Peine de mort

68. Le Rapporteur spécial demande aux autorités de légiférer pour abolir immédiatement la peine de mort pour tous les crimes. Entre-temps, il leur recommande :

a) D'instaurer immédiatement un moratoire sur les exécutions et de commuer la peine de mort dans tous les cas ;

b) De modifier d'urgence la législation pour interdire l'exécution de personnes ayant commis une infraction alors qu'elles avaient moins de 18 ans, et pour commuer, dans tous les cas, la peine de mort prononcée contre des enfants ;

c) D'abolir la peine de mort pour les infractions qui ne relèvent pas de la catégorie des « crimes les plus graves » au regard du droit international des droits de l'homme ;

d) De publier des données ventilées sur le nombre de cas dans lesquels la peine de mort est appliquée chaque année.

C. Autres questions relatives aux droits de l'homme

69. Le Rapporteur spécial recommande à la République islamique d'Iran :

a) De veiller à ce que les prisonniers et les détenus soient protégés contre toutes les formes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; de faire en sorte que les aveux obtenus par la torture ou les mauvais traitements ne soient jamais admis à titre de preuves devant les tribunaux ; d'instaurer des mécanismes chargés d'enquêter sur les cas présumés de torture et de décès en détention, conformément aux normes internationales ; de ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

b) De garantir à toutes les personnes qui sont inculpées d'une infraction pénale le droit à un procès équitable, notamment le droit de communiquer avec l'avocat de leur choix à toutes les étapes de la procédure ;

c) De veiller à ce que les défenseurs des droits humains, notamment les femmes, les avocats, les journalistes, les étrangers et les binationaux, ainsi que leurs familles, ne soient pas menacés ni soumis à des actes d'intimidation, à des arrestations arbitraires, à des privations de liberté ou de la vie ou à d'autres sanctions arbitraires ; de libérer toutes les personnes détenues pour des motifs liés à leur travail ; de prolonger la politique de mise en liberté provisoire appliquée dans le contexte de la COVID-19 ;

d) De libérer toutes les personnes arrêtées pour avoir exercé leur droit à la liberté d'opinion, d'expression, d'association et de réunion pacifique, et d'informer rapidement leurs familles du lieu et de la situation dans lesquels elles se trouvent ;

e) De garantir, en droit et dans la pratique, les droits à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association ; de veiller à ce que toute restriction apportée à ces droits soit conforme au droit international ; de retirer le projet de loi sur la protection des droits des utilisateurs dans le cyberspace et l'organisation des médias sociaux ;

f) D'abroger la loi sur les jeunes et la protection de la famille et d'autres lois qui portent atteinte aux droits des femmes et des filles ; de prendre des mesures pour promouvoir l'égalité participation des femmes à la vie publique, conformément au droit international ; de ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;

g) De réviser la législation de façon à éliminer le mariage d'enfants, et de lancer des programmes complets de sensibilisation aux effets préjudiciables qu'ont les mariages d'enfants sur le droit des filles à la santé, à l'éducation et au développement ;

h) D'abroger toutes les lois qui exonèrent les auteurs de « crimes d'honneur » et de faits de violence à l'égard des femmes ; d'adopter le projet de loi pour la préservation de la dignité des femmes et la protection des femmes contre la violence, et d'adopter des politiques efficaces visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes ;

i) De ratifier et d'appliquer toutes les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail et de reconnaître les syndicats indépendants ;

j) D'entreprendre des actions concrètes pour réduire les inégalités économiques observées à l'heure actuelle et assurer un niveau de vie suffisant, notamment l'accès aux services les plus essentiels, sans discrimination ;

k) De prendre toutes les mesures voulues pour atténuer les effets des sanctions ;

l) De réaliser des investissements importants dans toutes les prisons pour lutter contre la surpopulation, améliorer les conditions d'hygiène et assurer un accès rapide aux traitements médicaux ;

m) De poursuivre sa collaboration avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, et notamment de l'autoriser à effectuer des visites dans le pays.

70. Le Rapporteur spécial demande instamment aux États qui imposent des sanctions à la République islamique d'Iran de veiller à ce que des mesures telles que des dérogations pour raison humanitaire soient appliquées largement et concrètement, dans les meilleurs délais et de manière efficace afin d'atténuer le plus possible les conséquences négatives de ces sanctions pour le respect des droits de l'homme, surtout pendant la pandémie de COVID-19.

71. Le Rapporteur spécial prie instamment la communauté internationale de demander que soient traduits en justice les responsables de faits anciens, survenus au cours d'événements marquants, qui à ce jour restent impunis, notamment des disparitions forcées et des exécutions sommaires et arbitraires de 1988 et des faits survenus en rapport avec les manifestations de novembre 2019.
